

ABOISSO

1. L'économie de la ville d'Aboisso repose sur 3 piliers principaux : (1) les services à l'exportation des produits agricoles cultivés dans la région (café et cacao essentiellement) ; (2) la dépense locale des résidents à revenus extérieurs (fonctionnaires et élèves) et (3) les dépenses des opérateurs du commerce frontalier. Cette dépendance entraîne une forte sensibilité à la conjoncture économique et politique extérieure et rend étroite la marge d'action des autorités locales en matière de développement économique.

Les plantations

2. Les cultures actuelles ayant été introduites dans la région il y a plus d'un siècle, la plantation fait partie des activités traditionnelles "nobles", et la plupart des autochtones sont aujourd'hui planteurs. Près des 3/4 des surfaces cultivées du département sont occupées par les 4 plantations majeures : café, cacao, palmier et bananier¹. Le poids du département dans l'économie nationale est considérable : l'exportation des 3 premiers produits représentait en 1992 un chiffre d'affaires de près de **14 milliards de Fcfa**, plaçant Aboisso au 9ème rang sur les 49 départements de Côte d'Ivoire, juste après San Pedro (bois non pris en compte).

3. Ces cultures, fortes consommatrices d'intrants et de main d'oeuvre, ont généré un peuplement rural relativement ancien, dense (35 hab/km²) et stable, bien qu'essentiellement composé de main d'oeuvre immigrée. Cette forte proportion alloïgène en milieu rural se retrouve également à Aboisso, seule ville de la sous-préfecture, où 41% des actifs sont d'origine étrangère (7 mosquées sur les 9 lieux de culte de la ville). La population rurale est concentrée dans un petit nombre de gros villages assez équipés et relativement indépendants par rapport à la ville, les campements étant rares (*voir PFR*).

4. Les activités urbaines liées à la collecte et à l'expédition des productions villageoises de rente ont été fortement affectées par la stagnation (et dans certains cas par le recul) de l'activité agricole, consécutive à la baisse des cours des produits. L'amélioration de la liaison avec Abidjan a aggravé encore cette évolution : Aboisso n'a plus qu'un rôle limité dans les activités de transformation et d'expédition. Les récoltes les plus importantes sont acheminées directement par les planteurs ou des transporteurs d'Abidjan et ne s'arrêtent plus à Aboisso, où l'usine Unicafé est d'ailleurs fermée

depuis (1988). La ville a semblé jusqu'à ces dernières années avoir des difficultés à trouver son second souffle, donnant même l'impression d'un retour progressif vers le monde rural : la croissance de la population urbaine, en diminution régulière depuis 1975, a été inférieure à l'accroissement naturel en 1992, et en 1988, près du tiers de la population communale vivait en dehors de la ville, plus d'un travailleur sur 3 étant employé dans l'agriculture.

5. L'étroitesse et la faible solvabilité du marché de la consommation urbaine décourageant le développement d'activités agricoles nouvelles, cette spirale de déclin, aggravée par une désaffection manifeste du pouvoir central jusqu'en 1987, paraissait difficile à enrayer². Toutefois, 3 évènements majeurs ont récemment bouleversé cette évolution : (1) la dévaluation du Fcfa ; (2) la remontée des cours, et (3) l'engagement de la privatisation de Palmindustrie. Cette nouvelle conjoncture a soudainement relevé l'attractivité des cultures de rente dans la population et commencé à modifier sensiblement la densité et de la structure du peuplement rural. Des campements, jusqu'à présent peu nombreux dans la région, sont en train d'apparaître et la pression sur la forêt augmente. L'ouverture de la mine d'or à ciel ouvert d'Afema, près de Maféré, qui participe à cette pression destructrice, contribue à renforcer ce climat de reprise, bien que son impact économique sur la ville soit peu important.

6. Les impacts directs de l'activité des plantations sur l'économie urbaine sont aujourd'hui très inégaux suivant les produits et suivant la taille des exploitations. On peut dire que le rôle joué par la ville est inversement proportionnel à la taille et à la modernité des exploitations. D'une part parce que le recours aux transporteurs locaux est d'autant plus nécessaire que les chargements bord champ sont petits. D'autre part parce que plus la main d'oeuvre est encadrée, moins elle dépend de la ville (ex. Palmindustrie). Les ouvriers agricoles, majoritairement immigrés, vivent dans les villages et se rendent peu en ville, réputée chère. L'"évasion" de revenu correspondante représente un manque à gagner important pour l'économie d'Aboisso (*qu'il faudra tenter d'estimer*). Toutefois, certaines filières modernes, telles que la banane où l'ananas³, génèrent des impacts indirects non négligeables dûs au fait que les grands planteurs, qui vivent généralement à Aboisso, sont des personnages influents, participant d'assez près à la vie locale, notamment par des actions sociales.

7. **Café & cacao.** Ces 2 cultures ont connu depuis 1994 un regain d'activité

¹ Le cocotier et l'ananas se trouvent plutôt du côté d'Adiaké ou de Bonoua, l'hévéa démarre et le bois ne représente plus qu'une activité marginale.

² Certains indicateurs montrent cependant qu'il faut nuancer cette affirmation. L'augmentation de la consommation d'électricité, par exemple, qui a cru entre 1987 et 1995 d'un facteur 2.3 contre 1.4 pour la population, prouve un enrichissement global et/ou l'existence de revenus antérieurement inemployés dans la ville.

³ Plutôt cultivé vers Bonoua, mais quelques gros planteurs influents résident à Aboisso.

extraordinaire. Le temps paraît loin où les branches de café se vendaient en fagots (1992) et où il était facile d'acheter des plantations. Toutes les plantations abandonnées à cette époque sont aujourd'hui récupérées et entretenues. Même pendant cette année noire, les 2 filières ont représenté un montant global d'exportation pour le département de près de 12 milliards, soit 85% de ses exportations. L'ordre de grandeur du revenu injecté sur Aboisso cette année là pourrait avoisiner **1.2 milliard de Fca**, en supposant que 10% du montant commercialisé ont été employés en dépenses intermédiaires dans la ville (intrants, transport, stockage, manutention, etc.). Cet impact a probablement doublé ou triplé depuis 1994 compte tenu du relèvement du prix fixé par le Gouvernement et de l'augmentation de la production. L'économie d'Aboisso est véritablement suspendue à la traite ("quand la traite marche, tout marche"), à tel point que la date de rentrée scolaire a plusieurs fois été retardée pour coïncider avec le démarrage de la traite. L'impact était encore plus important lorsque l'usine Unicafé était en fonctionnement. Cette fermeture n'a pas représenté une catastrophe majeure pour l'économie d'Aboisso, les ouvriers habitant majoritairement à l'extérieur (Assouba), mais elle a certainement entraîné une perte importante en **recettes fiscales** pour la commune, *qu'il faudra chiffrer*.

8. Ce sont donc le café et le cacao qui induisent les retombées directes les plus importantes sur l'économie urbaine, aussi bien en valeur absolue qu'en % du chiffre d'affaires de la filière. Les petits planteurs étant nombreux, les exploitations de petite taille, et les produits moins accessibles que la banane ou le palmier, les opérations des 2 filières sont plus fragmentées. Les véhicules de collecte devant être de taille limitée, l'expédition vers Abidjan, inévitable depuis la fermeture de l'usine, demande une rupture de charge pour groupage profitable aux loueurs de magasins et aux transporteurs d'Aboisso (ou du Ghana, dont les "bâchées" semblent majoritaires en période de traite), qui louent une bonne partie des véhicules de collecte et, dans une moindre mesure, des camions de transport sur Abidjan.

9. Le palmier. Toumangué et Ehania⁴, les anciens complexes de Palmindustrie, aujourd'hui en phase de privatisation, sont tout proches d'Aboisso, mais cette présence est peu sensible. Le chiffre d'affaires à l'exportation était de près de 2 milliards de Fcfa en 1992, mais l'organisation de la filière n'en distrait pratiquement rien au bénéfice de la ville. La dépense des ouvriers à Aboisso est très faible. Ils vivent dans des villages construits par la Compagnie, où tout est organisé pour que leurs besoins, jusqu'au culte, soient couverts sur place. Toutefois, la privatisation de Palmindustrie entraîne déjà un morcellement du domaine planté et commence à multiplier les petits et moyens planteurs, nouveaux ou anciens

"encadrés" ou encore cadres de la compagnie. Ces planteurs devant aujourd'hui trouver eux-mêmes leur débouché, les filières se diversifient (depuis l'évacuation directe sur Abidjan jusqu'au pressage local), ce qui devrait logiquement donner un certain rôle à la ville dans cette production. *La description des différentes opérations techniques de la filière et des échanges possibles auxquels elles pourraient donner lieu permettra d'éclairer cette question.*

10. La banane. L'organisation des plantations de banane douce ("poyo") demande un niveau d'équipement sophistiqué (notamment pour l'arrosage et la sortie des régimes). Les 2 principaux planteurs sont des opérateurs modernes et organisés (coopérative de moyens). L'impact économique direct de la banane concerne peu la ville : (1) les planteurs de banane seraient **les plus grands employeurs** de la commune, mais la main d'œuvre, souvent ghanéenne, vit sur les plantations et dépense peu en ville ; (2) Aboisso ne compte que 2 mûrisseries dont le rôle se limite à la distribution locale, représentant une dizaine d'emplois ; (3) le transport, organisé directement entre la plantation et Abidjan, mobilise peu les opérateurs locaux ; (4) une partie du produit est exportée pour la consommation du Ghana, où l'un des 2 planteurs est en train d'installer une mûrisserie (Accra). Par contre, des retombées importantes sont liées à l'action sociale des planteurs, intégrés et actifs dans la vie locale (réalisation de pistes et d'écoles villageoises, réseau d'adduction d'eau, etc.).

11. L'hévéa. La SAPH a entrepris avec l'aide de la Caisse Française de Développement un projet de vulgarisation de la culture de l'hévéa dans la région d'Aboisso. Les recettes des (3 500) planteurs d'hévéa représenteraient actuellement près de 3 milliards de Fcfa par an selon la SAPH, qui envisage d'implanter une usine de traitement du latex à Aboisso.

La frontière

12. L'effet économique de la frontière (située à 60 km, Aboisso étant la première ville en venant du Ghana) s'est beaucoup développé ces dernières années, avec le bitumage de la route jusqu'à Noé et à la faveur des règlements d'importation et de l'évolution des taux de change.

13. Les flux Ghana-Côte d'Ivoire sont essentiellement constitués, en valeur, par les importations de vêtements et de voitures d'occasion en provenance du Bénin et du Nigéria, qui ont pris récemment une ampleur extraordinaire : en 1996, des pointes de 1000 véhicules importés par semaine ne sont pas rares. Cette activité fragile (parce que liée à des décisions politiques⁵) reste cependant soutenue : ni la dévaluation ni l'ouverture du Port d'Abidjan aux importations de véhicules d'occasion, par

⁴ Plus grande plantation au monde d'un seul tenant.

⁵ L'importation longue distance de fripes est interdite par la Côte d'Ivoire, mais tolérée lorsqu'elle vient du Ghana.

exemple, ne semblent avoir entraîné une baisse importante du trafic, l'achat à la frontière restant réputé plus intéressant.

14. Les acheteurs d'Abidjan n'ayant aucune difficulté à faire l'aller et retour dans la journée, ces flux ne semblent pas encore avoir généré d'activité intermédiaire. Aucun revendeur de fripes ou de véhicules ne s'est manifesté et la place de marché reste Noé. La Mairie songe cependant, pour profiter plus directement de ces courants d'échange, à déplacer l'offre au devant des acheteurs en installant un marché international de la fripe dans les locaux de l'ancienne usine Unicafé.

15. Les taxes à l'importation générées par ces échanges représentent un flux d'argent important (*à obtenir : SGS et Trésorier Départemental*), mais qui ne fait que traverser la ville. Les taxes "informelles" perçues par les agents résidant en ville ont probablement un impact plus élevé.

16. La vente clandestine de produits au Ghana (quand le prix qui y est offert dépasse celui fixé par la Côte d'Ivoire), fait également partie des effets de frontière. Elle est probablement facilitée par le fait que, contrairement à d'autres régions, les acheteurs de produits d'Aboisso sont tous d'origine africaine, quelques uns étant agni. L'étude devra tenter d'apprecier le manque à gagner pour l'Etat et le revenu supplémentaire pour les acheteurs et les planteurs qui sont induits par la vente à l'extérieur. Identifier les activités qui sont profitables pour Aboisso et néfastes pour le pays (ex. fripe, exportations clandestines vers le Ghana) et inversement (l'or ?). Aucune information n'a pu être obtenue sur la production et la distribution de cannabis, ni sur celle des drogues chimiques, marchés qui semblent cependant actifs si l'on en juge par la présence d'une Brigade anti-drogue et par les prises que relate périodiquement la presse (Voir Brigade + revue de presse).

17. Les flux de la Côte d'Ivoire vers le Ghana, qui ont été développés par la dévaluation mais moins qu'on aurait pu l'attendre, suite à la baisse du Cedi, sont essentiellement constitués : (1) de produits vivriers (cette demande extérieure expliquant probablement en partie la rareté et la cherté de l'alimentation à Aboisso), et (2) de produits manufacturés (notamment articles de "feu rouge" et produits artisanaux du secteur informel, ex. ustensiles de cuisine). Ces marchandises sont acheminées par petites quantités dans les véhicules de transport de voyageurs.

18. Le trafic frontalier dans les 2 sens a développé une forte activité de services aux voyageurs (acheteurs d'Abidjan et "exportateurs" d'Aboisso). L'offre de places, de restauration, de distribution de carburant et de réparation est élevée par rapport aux autres villes : 4 compagnies de cars, 4 stations services (2 fois la moyenne habituelle, rapportée à la

population), ateliers de petite réparation, hôtels et maquis orientés sur la clientèle de passage. Par contre, la frontière ne semble pas induire de retombées très importantes sur l'activité des transporteurs de frêt. Ceux-ci restant essentiellement dépendants du café et du cacao, ainsi que des importations de la ville (ciment, fers, etc.).

19. L'impact du transit sur l'économie d'Aboisso, déjà faible mais potentiellement développable, serait réduit à néant si la liaison Abidjan-Noé ne traversait plus la ville dans sa totalité comme elle le fait aujourd'hui. A cet égard, il apparaît que la configuration tourmentée du site, handicap à bien des égards, a été une chance dans la mesure où elle a empêché la réalisation de la déviation qui avait été envisagée lors du bitumage Aboisso-Noé. La première action de développement dans le domaine des retombées frontalières sera de ne pas réaliser cette déviation avant que le trafic ne devienne par trop pénalisant (*le trafic actuel est de # véhicules/jour*).

Elèves et fonctionnaires

20. Bien que la scolarisation ait connu une forte baisse à partir de 1988, la ville compte plus de 10 000 élèves, également répartis entre primaire et secondaire. Près d'un habitant sur 2 est donc un élève, un sur 4 allant à l'école primaire et un sur 4 au collège ou au Lycée. Compte tenu de la pyramide des âges naturelle et des taux de scolarisation, il est certain que la quasi totalité des élèves du secondaire et une bonne partie de ceux du primaire viennent de l'extérieur. L'internat et la tutelle sont donc très développés. Cette tradition scolaire est ancienne dans la région : la première école de Côte d'Ivoire a été construite en 1887 à Elima, tout près d'Aboisso. L'impact de cette jeune population sur l'économie locale est inévitablement important (transport, logement, nourriture). Le volume annuel des transferts venant de l'extérieur pour subvenir à ses besoins pourrait se situer **entre 0.5 et 1 milliard de Fcfa** (sur la base de 10 000 Fcfa par élève et par mois). Par ailleurs, la sur-occupation des locaux, extrême dans le secondaire, compromet la qualité de l'enseignement et risque de diminuer l'attractivité d'Aboisso aux yeux des parents. L'amélioration de la capacité d'accueil des collèges et du Lycée fait donc partie intégrante d'une action de développement économique.

21. Aboisso compte 1 fonctionnaire pour 23 habitants, contre environ 1 pour **50** en moyenne dans les Chefs lieux de Préfecture du pays. Cette densité, relativement récente, est probablement une suite de la réconciliation (voir § n° 28). La masse salariale correspondante représente une injection annuelle de revenu extérieur située entre **0.7 et 1 milliard de Fcfa**.

22. Par ailleurs, la fonction urbaine d'Aboisso au sein de la région étant sans concurrence malgré la petite taille de la ville, plusieurs groupes vivant ou travaillant en brousse sont "captifs" et viennent eux aussi

injecter des revenus extérieurs dans l'économie d'Aboisso, où ils s'approvisionnent en biens et services : le personnel du barrage **d'Ayamé**, ainsi que celui de la mine d'or d'**Aféma**, usine Sodemi, près de Maféré, sont dans ce cas (*estimer le volume de l'apport de ces groupes*).

L'alimentation

23. Le fait que la majorité de la population n'est là que de passage et vit de revenus extérieurs (élèves, fonctionnaires, voyageurs) explique probablement qu'Aboisso soit souvent citée comme une ville chère. C'est l'alimentation qui focalise cette réputation. L'alimentation est de loin le premier poste dans le budget du citadin, et la petite restauration sédentaire ou foraine, orientée sur la clientèle de passage, est chère. **Le secteur alimentaire** représente l'un des plus gros complexe d'activité, avec un chiffre d'affaires annuel global de l'ordre de **2 milliards de Fcfa** (sur une base de 200 Fcfa par habitant et par jour), dans lequel la vente de plats préparés aux populations scolaires pourrait représenter environ le quart (**500 MFcfa**).

24. Aboisso dépend très largement de l'extérieur pour son approvisionnement : son hinterland alimentaire s'étend jusqu'à Abidjan, d'où il n'est pas rare que l'on revienne avec de la banane par exemple. Le gros de la consommation vivrière de la ville est produit par des allogènes autour des 4 "greniers" de la région : Koffikro, Ayamé, Kohounou et Bako. Le riz et le maïs sont les seuls vivriers de consommation urbaine distribués par des circuits de commercialisation organisés. Les autres produits (manioc, plantain et dans une moindre mesure igname, taro et arachide), qui forment aussi l'essentiel de l'auto-consommation rurale, arrivent en ville par des circuits occasionnels. Les activités maraîchères intra-urbaines semblent insuffisantes pour alimenter le marché local (*ce qu'il faudra vérifier et expliquer*). Une seule **boulangerie** est en activité. Tout le reste de la consommation alimentaire est importé d'Abidjan, notamment les **boissons en bouteille** et la quasi-totalité de la **viande** (quelques petits élevages ovins en brousse).

25. Plusieurs causes, concomitantes, pourraient expliquer cette relative rareté des produits vivriers : (1) le caractère fermé et peu concurrentiel des circuits d'approvisionnement, l'accès du marché, verrouillé par quelques commerçants, étant très difficile pour les producteurs ou les nouveaux opérateurs ; (2) une surtaxation par les commerçants face à ce marché captif où dominent les revenus d'origine extérieure ; (3) une relative indépendance de la campagne vis à vis de la ville par rapport à d'autres régions, le besoin de la ville étant faible n'incite pas à l'échange ; (4) l'importance et la proximité de la demande du Ghana ; (4) l'"envers de la médaille" de l'agriculture de rente, dûe à une monétarisation plus étendue de la population rurale, qui serait devenue acheteuse nette de son alimentation, etc. (*l'étude devra vérifier et mesurer le rôle respectif de ces facteurs et des autres qu'elle identifiera*)

26. La production vivrière représente à l'évidence un "créneau" important d'activité possible à Aboisso. Plusieurs notabilités locales sont en train d'initier des projets dans ce secteur. *L'étude analysera les circuits organisés et occasionnels de la distribution vivrière et expliquera les raisons qui ont freiné le développement de cette activité jusqu'à présent.*

Les infrastructures

27. La proche région d'Aboisso est celle du démarrage de la Côte d'Ivoire moderne. C'est en 1882, à Elima, qu'Amédée Brétignières démarre la première plantation de café. Il y construit ensuite la première école et la première scierie. Des investissements majeurs pour la colonie seront réalisés par la suite : chemins de fer de plantations, canal d'Assinie, chemin de fer grumier Aboisso-Ayamé, etc. Toutefois, il ne semble pas que ces investissements aient eu une influence sur le développement de la ville, qui n'a démarré que beaucoup plus tard (en 1903 elle ne figurait pas encore sur les cartes). *Histoire de la naissance de la ville.*

28. **L'occupation urbaine.** La configuration tourmentée du site, l'érosion des collines, les inondations de thalwegs, l'enclavement des quartiers (Lycée) font d'Aboisso une ville coûteuse à construire, à équiper et à parcourir. Le transport de voyageurs intra urbain (taxis-ville) est quasi inexistant, probablement du fait de la faible solvabilité de la population, pour moitié composée d'élèves. La construction privée ne représente probablement pas une activité très importante. En supposant que le parc de logements actuel (de l'ordre de 5 000) s'accroît chaque année de 2%, soit d'une centaine de logements, dont une partie réalisés en matériaux traditionnels de coût monétaire très faible, le chiffre d'affaires correspondant ne dépasse probablement pas 100 MFcfa. La construction publique sur budget propre et extérieur représente un volume d'activité 2 à 3 fois plus élevé. Au total, l'activité courante du BTP, incluant entretien, réhabilitation et travaux neufs publics et privés, doit générer un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de **500 MFcfa**.

29. **Le niveau d'équipement** a connu un retard considérable jusqu'aux années 1990 pour des raisons qui relèvent de l'histoire. Au moment de la préparation de l'indépendance, vers 1958, le royaume du Sanwi, dont la capitale, Krinjabo, se trouve à quelques km d'Aboisso, a revendiqué un traitement particulier en se fondant sur l'existence d'un traité de protectorat signé avec la France à l'époque de Louis XIV et ratifié plus tard par Louis-Philippe, bien avant la période coloniale. Cette revendication a entraîné un différend avec FHB, qui explique le délaissement dont la ville fut l'objet de la part de l'Etat pendant près d'une génération. Cette période sombre, qui s'est accompagnée d'une fuite des cadres et de nombreux abandons de plantations, s'est prolongée jusqu'à la réconciliation solennelle intervenue à Yamoussoukro en (1986). Jusqu'à cette date,

l'Etat n'a pratiquement pas participé à l'équipement de la ville : en tout et pour tout 3 bâtiments d'Etat ont été réalisés (hôpital, centre de santé et Base de Secteur).

30. Les gestes du Gouvernement à la suite de cette réconciliation sont nettement mesurables : il y a aujourd'hui à Aboisso près de 1 000 fonctionnaires, le linéaire de réseau électrique BT par habitant a plus que quadruplé depuis 1987⁶, et, bien que toutes les administrations déconcentrées soient encore installées dans locaux baillés, la ville se classe aujourd'hui dans le tiers supérieur des 253 villes de Côte d'Ivoire en matière d'IFL par habitant (73/253) ; (*il faudra analyser la structure de ce stock.*)

31. **Les ressources communales.** Toutefois, la commune a subi comme toutes celles de Côte d'Ivoire les effets de la crise. Son budget a été réduit de 45% entre 1989 (272 MFcfa) et 1992 (152 MFcfa). Le montant de l'investissement communal est passé de 115 à 46 MFcfa (-60%) sur la même période. La municipalité tente de compenser au mieux cette réduction de l'aide de l'Etat par un effort de recouvrement de ses recettes propres. A cet égard, le ratio élevé de ressources propres par habitant traduit son savoir-faire en matière de collecte des taxes sur l'activité, et dans une moindre mesure sur le foncier.

32. **L'aide extérieure.** Le faible volume d'investissement municipal par habitant a été compensé par l'apport soutenu de l'aide extérieure, à peu près continu depuis 1988, l'US AID ayant été relayée en 1993 par la Communauté Européenne (PDCC). L'US AID s'est engagée dans une opération périlleuse d'équipement d'un quartier d'habitat précaire, ou plutôt villageois (Sokoura). Il en est résulté un réseau bitumé surdimensionné qui serpente, en aggravant l'érosion, sur des collines occupées par quelques maisons en banco. La valeur des VRD réalisés dans ce quartier représente plusieurs dizaines de fois la valeur des constructions existantes. Comme on pouvait s'y attendre, les "bénéficiaires" revendent leur terrain qui a pris de la valeur, et le quartier prend progressivement un caractère résidentiel. Le nouveau marché, également financé par l'US AID, a été commencé en 1990 mais n'est toujours pas ouvert, la cause de ce retard restant incertaine (site trop éloigné du centre et boudé par les commerçants ou travaux complémentaires traînant en longueur, ce point devra être éclairci). Le PDCC, lancé début 1994 en tenant compte de ces expériences, finance sur 4 ans une douzaine de petits équipements publics pour un montant d'investissement équivalent à environ (10) fois le budget annuel d'investissement de la commune. Deux ans après le début du projet, 4 entreprises nouvelles se sont créées à Aboisso et le pari de la maîtrise

d'ouvrage communale semble réussir, la Mairie, soutenue par un assistant technique régional, faisant preuve d'un dynamisme remarquable.

Les opportunités de développement et l'action de la Mairie

33. L'économie de la ville dépend donc de facteurs extérieurs aléatoires sur lesquels la municipalité n'a que peu de prise : les cours des matières premières sur les marchés internationaux, la perméabilité de la frontière du Ghana, périodiquement remise en cause, la solvabilité des parents d'élèves extérieurs, la sollicitude et les capacités de l'Etat, etc. Pour réduire cette dépendance et instaurer un développement durable, 3 orientations, non exclusives les unes des autres, sont possibles : (1) augmenter l'attractivité de la ville, afin de **renforcer la demande extérieure actuelle** et de stabiliser les activités qui y répondent (services au transit, services aux élèves) ; (2) **développer des activités de substitution** concurrençant la réponse extérieure à la demande locale (ex. production vivrière, transformation et transport de produits de rente) ; (3) **développer une offre locale nouvelle** à destination de l'extérieur, afin de capter d'autres clientèles potentielles, nationales ou étrangères, (ex. tourisme, commerce frontalier, plantations nouvelles).

34. Le dynamique Maire de la ville ne manque ni de visions et de projets, ni de rigueur et d'entregent pour les réaliser. Il a bien perçu ces 3 champs d'action possibles et privilégié naturellement le premier, sur lequel la municipalité dispose d'un pouvoir réel. Son souci permanent est d'améliorer l'image de la ville afin d'augmenter l'agrément et le temps de séjour des voyageurs qui la traversent, ou même pour en faire une destination en soi ("Aboisso vaut bien Man").

35. Une amélioration considérable de l'image urbaine d'Aboisso a été obtenue depuis environ 4 ans. Cette image, également portée à l'extérieur par le Maire dans tous les milieux susceptibles de contribuer à l'équipement de la commune, a généré certaines retombées (*qu'il faudra essayer d'estimer*).

36. Son action dans ce domaine s'organise sur 3 axes : (1) assurer la construction, la réhabilitation et l'entretien des infrastructures et des services les plus attractifs pour les visiteurs extérieurs (promenade sur la Bia, gare routière, marché de la fripe, etc.) ; (2) développer le lobbying pour convaincre et mobiliser les initiatives et les moyens locaux et extérieurs. Les grands planteurs de banane, par exemple, sont aujourd'hui des acteurs importants du développement local, et de grands espoirs sont fondés sur la présence fréquente de la première dame de Côte d'Ivoire, originaire d'un village voisin. Cette volonté, ainsi que la passivité du secteur privé, peu anticipateur et attendant de voir pour croire, pousse dans certains cas la Mairie à jouer le rôle d'opérateur ou à envisager de le faire ; (3) favoriser l'instruction et la culture

⁶ Alors que dans le même temps, la population n'augmentait que d'un facteur 1.4, et la consommation d'un facteur 2.3. Il en est résulté une baisse de productivité du réseau.

afin de préparer l'élévation des standards de la demande locale future en développant la capacité d'initiative et le niveau d'exigence des jeunes, notamment en matière d'environnement et d'entretien des espaces publics.

La demande extérieure actuelle

37. Services aux voyageurs : la Mairie n'a pas de prise officielle sur les tarifs pratiqués par les restaurateurs, hôteliers et garagistes. Mais elle peut, par une réglementation adaptée et souple, agir sur la qualité du service rendu et protéger les étrangers de passage contre une "taxation" exagérée.

38. Services à la population scolaire : la Mairie cherche à faciliter la vie des élèves (la passerelle du Lycée, demandée depuis longtemps, va enfin être réalisée dans le cadre du PDCC). On peut envisager également de les protéger contre la rapacité des propriétaires et des restauratrices, par exemple en contrôlant mieux l'hygiène des logements, des plats de rue, en suscitant le développement du logement collectif encadré (certaines communes sont même opérateur dans ce domaine). L'extension de la capacité d'accueil dans le secondaire, ainsi que toute amélioration de la qualité de l'enseignement, contribuerait à la croissance de la population d'élèves extérieurs et à l'injection de revenu qu'ils entraînent pour la ville.

La demande locale

39. **Le vivrier** semble pouvoir offrir des opportunités importantes, par le développement d'une offre plus proche et concurrentielle par rapport à l'offre actuelle, lointaine et chère. L'élevage commence également à faire l'objet de projets initiés par des cadres. Aboisso se trouvant à plus de 12 km du bord de lagune et ne disposant pas d'installation d'accès, ne joue dans la pêche en lagune Aby, qu'un rôle de consommateur. L'organisation actuelle ne permet pas, a priori, d'envisager que la ville puisse jouer un rôle dans les activités de production ou d'exportation de ces produits (fumage à Adiaké).

40. **Les services aux filières agricoles.** La petite demande de bâtiments, de machines, de transport, etc. que la privatisation de Palmindustrie est en train de développer représente une chance considérable pour la ville. Cette demande, auparavant concentrée sur une entreprise unique et donc directement adressée à Abidjan, pourrait se trouver fragmentée sur plusieurs dizaines (centaines ?) d'exploitations futures, clientèle "captive" qui n'aura pas les moyens de s'adresser directement à Abidjan et sera contrainte de compter sur les services proches. Cette très africaine fragmentation de l'activité, a priori anti-économique selon les standards de pensée occidentaux, pourrait jouer une fois de plus le double rôle de moteur économique et de partage social. Les modalités de la privatisation des palmeraies (repreneur unique ou éclatement) représentent donc vraisemblablement un enjeu

très important pour l'activité économique d'Aboisso. Il semble par contre difficile d'augmenter la demande de services "urbains" dans les autres filières.

41. **Le BTP.** La commande publique, générée surtout par l'aide extérieure de l'US AID et de la Communauté (PDCC) qui intervient dans un contexte de réduction drastique du budget communal, occupe depuis plusieurs années une place dominante dans l'activité du secteur. Cette aide, qui équivaut peu ou prou à une politique de "grands travaux" à l'échelle communale, entraîne des effets bénéfiques à court terme sur l'économie locale : 4 entreprises sont nées à l'occasion du PDCC. Ces effets concernent surtout le bâtiment, dont les projets mobilisent les opérateurs locaux, alors que les entreprises TP sont généralement extérieures et n'utilisent sur place qu'une main d'œuvre peu qualifiée.

42. Il apparaît tentant pour la Mairie de considérer le secteur BTP comme moteur et de chercher à développer la commande publique "extraordinaire" en captant un flux accru d'aide extérieure. Mais il ne faut pas oublier que le secteur du bâtiment vit aussi de la demande privée. Celle-ci croît avec la population (logement) et avec le développement des activités (locaux commerciaux, stockage, etc.) et n'est que très peu influencée par la réalisation d'infrastructures publiques : un nouveau marché ne génère pas d'activité additionnelle, il génère, au mieux, des recettes municipales (dont il ne faut pas oublier qu'elles sont prélevées sur l'activité des opérateurs⁷). Pour être durable, le développement de l'activité dans le secteur du bâtiment suppose une augmentation de la demande "ordinaire", c'est à dire de l'activité et du revenu des commanditaires privés.

43. Par ailleurs, pour pouvoir générer des effets positifs durables, l'aide extérieure doit intervenir de manière récurrente et soutenue, afin d'instaurer un climat de confiance pour les opérateurs du secteur. Son interruption ou une diminution importante peut entraîner des récessions du même genre que celles que connaissent périodiquement les cultures de rente. L'activité du bâtiment étant concentrée en milieu urbain et évoluant avec moins d'inertie que celle de l'agriculture, ce genre de récession s'accompagne d'effets "multiplicateurs" négatifs très visibles (abandons de chantiers, accroissement brutal du chômage) pénalisant l'économie de la ville d'autant plus que l'écart entre les flux "extraordinaire" et "ordinaire" de la commande est élevé. En d'autres termes, s'il n'est pas soutenu sur la longue durée, un accroissement massif de la commande publique peut être moins efficace voire plus néfaste sur l'économie locale qu'une croissance faible mais continue.

⁷ Ces recettes peuvent bien sûr servir à réaliser d'autres équipements publics mais l'enchaînement n'est pas croissant, il est décroissant. Le volume des recettes d'une Mairie est un indicateur de l'activité économique de la commune, pas un moteur.

44. Plutôt que les "coups" sans lendemain de l'aide-projet, c'est donc une aide extérieure budgétisée sur le moyen terme qui devrait être recherchée pour augmenter la commande publique, même si elle doit être moins importante. Par ailleurs, le développement de la demande privée dépendant de facteurs extérieurs au secteur, il ne pourra être recherché qu'indirectement, par exemple en diminuant les surcoûts dûs à la dépendance de la filière vis à vis d'Abidjan (10 à 15% selon les matériaux) ; en suscitant et en organisant l'implantation de distributeurs, ou mieux la création d'une centrale d'achat au bénéfice des PME, par exemple, qui permettrait d'augmenter l'activité des petits opérateurs de la commande privée. La sécurisation des ressources municipales consacrées à l'investissement fait également partie des actions de développement dans ce domaine.

La demande extérieure nouvelle

45. **Le tourisme.** Aboisso a joué autrefois une petite fonction de villégiature pour la bourgeoisie abidjanaise (cf, cabane Bambou). Cette timide vocation touristique a été enrayée par le développement des réceptifs côtiers d'Assinie, fortement accéléré par la réalisation de la route Samo-Assouendé-Mafia, au début des années 1980 (DCGTx). *Taux de rentabilité initial et actuel de cette route ?* La Municipalité souhaite relancer cet attrait touristique malgré la concurrence du littoral, en misant sur les synergies possibles lagune-plage (excursions en lagune Aby, remontée de la Bia, visite d'Adiaké). Une amélioration de la liaison entre Aboisso et la lagune Aby, par Krinjabo (3 000 habitants, résidence royale du Sanwi) aurait probablement un impact sur le tourisme et sur la pêche.

46. **Le vivier.** Plusieurs plantations nouvelles (mangue, produits maraîchers), ainsi que des élevages (porc, volaille) visant le marché d'Abidjan sont en phase d'essai ou de démarrage à l'initiative de personnalités originaires de la région.

47. **Le transit.** Une amélioration significative de la liaison Aboisso-Abengourou par Ayamé pourrait probablement avoir un impact sur le transit à Aboisso, une partie du trafic Nord/Sud du Ghana (de et vers Berekum) pouvant alors trouver avantage à passer par la Côte d'Ivoire.

ACTIVITES ET ACTEURS DES DIFFERENTS COMPLEXES

EXPORTATIONS

	Entreprises modernes	Acteurs du secteur public	Acteurs de l'économie populaire urbaine	Acteurs de l'économie populaire rurale
mangue, banane, agrumes, colariz, igname	gros planteurs usiniers	(Soderiz)	grossistes transformation artisanale	
bois, coton, cacao, café, latex, huile de palme, anacarde, huiles essentielles	scieries, exploitants forestiers, gros planteurs, usiniers (SOGB, COCI,etc.)	(CIDT) (Palmindustrie) (Unicafé) (Sodesucré) (SAPH)	—	petits planteurs planteurs encadrés transformation artisanale
tourisme et services aux transits	hotels, tour-operators, location véhicules	(Sietho)	artisanat d'art hotels, réparateurs auto restauration	artisanat d'art

MARCHE INTERIEUR

Alimentation et assimilés	boissons indust., boulangeries, supermarchés restaurants	—	bouchers, vente en boutique et en marché, restauration fixe et foraine, bois, charbon & gaz planteurs, éleveurs, pêcheurs	planteurs, éleveurs, pêcheurs, charbonniers, boissons trad. revendeurs produits manufacturés
Habitat (hors construction)	location, meuble & équipement	(Sogefiha)	location, meuble & équipement	location, meuble & équipement
Santé	cliniques & dispensaires pharmacies	dispensaires, maternités PMI, SSSU, BSSR, CHD 1, CH2	cliniques & dispensaires pharmacies par terre guérisseurs	guérisseurs
Habillement et soins	prêt à porter, tissus, cosmétiques, toilette	—	prêt à porter, tissus, cosmétiques, toilette tailleurs, coiffeurs	tissage
Services socio-culturels	night-clubs, cinémas, missions, SOS	stades, clubs, foyers, etc.	night-clubs, cinémas, cultes	cultes
Transport voyageurs	cars, taxis-ville, garagistes, assureurs, pièces dét.	SICF Air Ivoire	taxis-ville, gbakas, woro-woro, mécaniciens	taxis-brousse
Education	jardins, écoles et collèges privés ou confessionnels, enseignement technique	jardins, écoles, collèges, lycées, université, enseignement technique	écoles coraniques, écoles et cours privés, cours particuliers	—

SERVICES COMMUNS

BTP et foncier	entreprises de construction, matériaux, matériel et outillage, composants	Service Technique Municipal, DDTP, opérateurs fonciers	entreprises de construction, matériaux, matériel et outillage, composants, op. fonciers	tâcherons, matériaux
Production et distribution d'eau	Sodeci, matériel et outillage, installateurs, entreprises de forage	—	revente d'eau	—
Distribution d'électricité	CIE, installateurs, matériel et outillage	—	revente d'électricité, installateurs, matériel et outillage	—
Distribution de carburants	stations-services	—	transformation (mélange)	—

Transport de marchandises	grosses transporteurs, transitaires, shipchandlers	PASP SICF	transporteurs, réparateurs camions	-
Service postal et téléphonique	courriers express, serveurs téléphone	(CITELCOM) poste	cabines privées	-
Services financiers	banques	Trésor, caisse d'épargne BCEAO, CAA, CREP	services traditionnels (haoussas, tontines)	services traditionnels (haoussas, tontines)
Services administratifs	-	administration communale, administrations d'Etat	-	-